

# Écologie, équité et économie : repenser la politique des zones arides

■ CED HESSE



***Les zones arides font partie des environnements les plus changeants et les plus imprévisibles au monde. Mais ici, il y a déjà longtemps que les populations ont appris à vivre avec cette variabilité et à la dompter pour la mettre au service d'économies, de sociétés et d'écosystèmes durables et productifs. Trop longtemps, les décideurs ont fait abstraction de cette mine d'expérience et de savoir-faire, avec de terribles conséquences. Les tentatives visant à remplacer les pratiques traditionnelles de gestion des ressources par des techniques modernes n'ont fait qu'exacerber la pauvreté, la dégradation et les conflits. Face aux changements climatiques et à l'incertitude croissante dans les zones arides, le besoin de repenser les politiques et les pratiques n'a jamais été aussi grand. L'avenir doit se construire sur la base d'informations scientifiques robustes, d'un savoir local, d'une participation éclairée et de la sagesse des institutions coutumières qui mettent l'accent sur l'équité sociale, l'intégrité écologique et le développement économique.***



Les zones arides couvrent les deux cinquièmes de la surface terrestre et abritent 2,3 milliards de gens à travers le monde. Ce sont des écosystèmes hautement imprévisibles, caractérisés par des précipitations faibles et capricieuses et par une très forte variabilité climatique d'une année à l'autre. Le pastoralisme, l'agropastoralisme et l'agriculture pluviale sont les principales utilisations des sols et les premiers systèmes de moyens de vie ; beaucoup de zones arides soutiennent les économies dynamiques de communautés et d'environnements voisins et fournissent des opportunités pour le commerce, le tourisme, la migration et les services environnementaux, tels que la séquestration du carbone.

Les zones arides peuvent être durables et hautement productives. Les populations locales ont développé un savoir, une expérience, des institutions et des technologies afin de dompter et de profiter de la variabilité et de l'incertitude intrinsèquement associées aux écosystèmes des zones arides.<sup>1</sup> Dans les parcours arides d'Afrique, la quantité, mais surtout, les qualités nutritionnelles des pâturages varient dans le temps et l'espace en raison des précipitations capricieuses d'une part mais aussi des différents types de sol et d'espèces

végétales, et même en fonction des différentes étapes du cycle végétatif.

Or, c'est la dispersion même de ces pâturages nourrissants qui rend l'élevage mobile — le pastoralisme — si productif. Grâce à la mobilité et à la reproduction judicieuse d'animaux qui peuvent se nourrir de façon sélective à partir des pâturages les plus riches, les pasteurs peuvent tirer parti de la concentration sans cesse changeante des nutriments sur les parcours.<sup>2</sup> En veillant à ce que leurs bêtes se nourrissent constamment sur des pâturages riches, ils peuvent avoir un bétail hautement productif, dont le rendement de lait et de viande est supérieur à celui des animaux sédentaires élevés dans les mêmes conditions environnementales.

Pourtant, malgré la productivité potentielle des zones arides, et l'aptitude innée des communautés locales à les préserver, près de la moitié de la population des zones arides vit dans une extrême pauvreté. Et, d'après l'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire, jusqu'à 20 pour cent des zones arides à travers le monde sont dégradées.

Pourquoi ? La réponse se trouve, dans une large mesure, dans la manière dont les objectifs politiques



Ced Hesse est chercheur principal au sein du Groupe sur les changements climatiques de l'IIED.

des zones arides sont cadrés. En Afrique et en Asie, ils sont généralement exprimés comme la « résolution d'un problème » plutôt que comme le développement d'une opportunité.

## Des politiques persistantes

L'aridité et la variabilité sont considérées comme des contraintes majeures pour la productivité. De surcroît, un discours insistant sur la précarité des ressources et la dégradation ne cesse de dominer les politiques et les pratiques. Cette logique affirme que les précipitations éparses et imprévisibles des zones arides conduisent à des ressources rares, fragiles et de piètre qualité. Ces contraintes sont jugées forcer les communautés locales à surexploiter leurs ressources agricoles et pastorales, ce qui ne fait qu'exacerber la dégradation des sols pour finalement arriver à la désertification et au conflit.

Dans un tel contexte, les impératifs politiques ont été — et restent pour l'essentiel — de restaurer l'ordre et la stabilité à des milieux, des sociétés et des économies, qui sont autrement jugés comme déstructurés et instables. La maigreur des investissements des pouvoirs publics et du secteur privé en faveur du développement durable des zones arides d'Afrique et d'Asie est disproportionnée.

Le peu d'investissement qui a été réalisé tend à se concentrer sur l'amélioration ou le remplacement des pratiques traditionnelles de gestion des ressources par ce que l'on considère comme des techniques modernes plus rationnelles, par exemple, des investissements à grande échelle dans les domaines de l'irrigation, la foresterie ou les ranches d'élevage centralement gérés.

Pourtant, de telles approches sont souvent inappropriées et finissent par exacerber la pauvreté, la dégradation de l'environnement et les conflits. Les ranches collectifs dans le sud du Kenya, par exemple, ont fragilisé les systèmes pastoraux des Massaïs ainsi que la faune, tout en contribuant à la pauvreté et à la dégradation des terres. En Inde, la « révolution verte » a aussi trahi les agriculteurs des zones arides. Du fait de l'introduction de l'irrigation dans les années 1970 pour soutenir des cultures à haut rendement et gourmandes en eau, les agriculteurs sont devenus trop dépendants de la technologie et des ressources en eau. À mesure que les puits s'asséchaient et que les pompes à eau tombaient en panne, des milliers de producteurs se sont trouvés criblés de dettes ; celles-ci, conjuguées à la pauvreté, une santé précaire et des querelles familiales, ont poussé nombre d'entre eux au suicide.<sup>3,4</sup>

Hélas, on n'a pas su tirer les bonnes leçons de ce genre de projets — non seulement le fait qu'ils n'ont pas réussi à atteindre une plus haute productivité durable mais encore, dans bien des cas, qu'ils ont compromis les systèmes de subsistance locaux.

Les décideurs interprètent encore les pratiques comme la mobilité du bétail et un accès négocié et réciproque

aux pâturages et à l'eau comme des mécanismes de parade en réponse à la précarité des ressources, au lieu de les apprécier pour ce qu'elles sont vraiment : des stratégies d'élevage proactives qui exploitent la variabilité pour gérer les incertitudes et maximiser la productivité.<sup>1</sup>

Les moyens de vie et les systèmes de gestion des ressources traditionnels continuent d'être perçus comme inefficaces et nuisibles à l'environnement. Une approche hautement centralisée en matière de développement des zones arides assortie d'une participation locale limitée a aggravé le problème et privé les pouvoirs publics de la chance de bénéficier de l'expérience locale.

## Le point de vue du « triple E »

Les discours de dégradation de l'environnement ont été abondamment critiqués par les chercheurs, les praticiens et populations des zones arides elles-mêmes comme étant intrinsèquement erronés et sans fondement empirique.<sup>5</sup> Pourtant, ils se sont montrés étonnamment résistants dans bon nombre de cercles politiques nationaux, régionaux et mondiaux.

Bien qu'elle soit présentée comme ayant un fondement écologique, cette conception est souvent impulsée par des motifs politiques et économiques. Ainsi, parce que des régions pastorales en Chine et en Afrique de l'Est sont habituellement situées loin du siège du pouvoir et peuvent être politiquement instables, le fait d'y sédentariser des communautés est jugé contribuer à la sécurisation des frontières nationales. Dans d'autres contextes, les perspectives aguichantes de bénéfices juteux générés par l'octroi de baux fonciers à des investisseurs étrangers fait qu'il est fort commode de pointer du doigt les agriculteurs et éleveurs familiaux des zones arides pour la destruction de l'environnement ou pour un manque de productivité.

Le monde a besoin d'un nouveau discours concernant la politique des zones arides — un discours qui soit basé sur l'écologie, l'équité et l'économie ; la perspective du « triple E ».

Ce point revêt une importance cruciale dans le contexte du changement climatique. Les chercheurs prévoient que le climat dans beaucoup de zones arides va devenir plus variable à court et moyen termes, avec des phénomènes météorologiques plus extrêmes, des manques de précipitations, et des écarts de température plus marqués. De tels changements, qui vont accroître l'incertitude, posent de vrais problèmes pour le développement, notamment celui des communautés les plus pauvres qui n'ont pas suffisamment de capacités et de ressources pour s'y adapter.

## Planification progressive

Le changement climatique présente une opportunité de premier choix pour améliorer la planification en faveur des zones arides à l'échelle locale, régionale et nationale

et pour mettre en œuvre des politiques progressives qui s'appuient sur des informations scientifiques saines, le savoir local et la sagesse des institutions coutumières qui mettent en valeur l'équité sociale, l'intégrité écologique et le développement économique. Leurs capacités d'adaptation existantes ne sont peut-être pas parfaites mais les populations des zones arides ont bien des choses à nous enseigner pour nous apprendre à vivre dans un monde de plus en plus incertain.

Certains décideurs ont déjà introduit une planification et des politiques plus progressives en faveur des zones arides. Le ministère d'État en charge du Développement du Kenya septentrional et autres Terres arides, par exemple, conçoit des incitations fiscales afin d'attirer des investissements privés dans la région, notamment dans ses principales ressources et dans les piliers requis pour étayer la production des zones arides.

Il développe aussi d'autres modèles de gestion et de prestation de l'éducation ainsi que la création d'une Autorité nationale de gestion de la sécheresse et d'un Fonds national d'urgence en cas de sécheresse. Le ministère intègre la prévision et l'adaptation aux changements climatiques dans la planification des

collectivités locales et nationales d'une manière qui renforce expressément les stratégies utilisées par les communautés pour s'adapter à la variabilité du climat et pour réduire et gérer les risques découlant des catastrophes naturelles.

De cette manière, l'intégration des changements climatiques dans la planification des zones arides ira loin pour créer un cadre politique plus propice à un développement résilient au climat dans les zones arides.

Mais cela ne saurait suffire. Compte tenu des importantes inégalités de pouvoir entre les communautés locales, l'État et le secteur privé, qui ont tous quelque chose à gagner dans les zones arides, il faut aussi un processus parallèle permettant de renforcer les capacités des communautés des zones arides et leurs défenseurs. C'est seulement en reliant les arguments fondés sur la preuve aux processus politiques, aussi bien au niveau national qu'à l'échelle mondiale, qu'on pourra obtenir une vision commune des zones arides. Les changements climatiques offrent une chance de bâtir cette vision et de libérer le plein potentiel des zones arides — alors, qu'attendons-nous ?



L'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) est un institut de recherche indépendant à but non lucratif, qui travaille dans le domaine du développement durable. L'IIED fournit un savoir-faire et un leadership dans la recherche et l'obtention d'un développement durable aux niveaux local, national, régional et mondial. La série Leçons de l'adaptation par la pratique a été produite avec le généreux soutien de l'Agence japonaise pour la coopération internationale (JICA).

COORDONNÉES : Ced Hesse  
ced.hesse@iied.org  
80–86 Gray's Inn Road,  
London WC1X 8NH,  
Royaume-Uni  
Tél. : +44 (0)20 3463 7399  
Fax : +44 (0)20 3514 9055  
Site web : [www.iied.org](http://www.iied.org)

## Sources

■ <sup>1</sup> Krätli, S. et Schareika, N. 2010. Living off uncertainty: the intelligent animal production of drylands pastoralists. *European Journal of Development Research*. 22(5). ■ <sup>2</sup> Krätli S. 2007. Cows who choose domestication. Generation and management of domestic animal diversity by WoDaaBe pastoralists (Niger). Thèse de doctorat, Institute of Development Studies, Université du Sussex, Royaume-Uni. ■ <sup>3</sup> Shah, M. 2006. The problem. *Seminar: The Foresaken Drylands*. 564 ■ <sup>4</sup> Raina, R. 2009. *Conceptual challenges for socially inclusive innovation in India's drylands*. Systems of Innovation for Inclusive Development Working Paper. SIID-02/2009. SIID, New Delhi. ■ <sup>5</sup> Le lecteur trouvera une excellente critique dans : Leach, M. et Mearns, R. 1996. *The lie of the land: challenging received wisdom on the African environment*. International African Institute en association avec James Currey Ltd et Heinemann, Royaume-Uni.